



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

24 octobre 2017



QUÉBEC/CANADA

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

CCPA-BC, « [CCPA Submission to BC Budget Consultations 2018: Submission to the Select Standing Committee on Finance and Government Services of the Legislative Assembly of BC](#) », 16 octobre 2017, 25 p.

L'état actuel des finances publiques de la province permettrait de faire des investissements structurants pour l'avenir.

This submission to the BC Budget Consultations for 2018 includes:

An overview of the BC economic and employment context and of the province's fiscal situation (including our estimates of BC's underlying surpluses over the next three years).

- Our ideas for making BC's tax system more fair.
- Our seven budget priorities for the 2018/19 fiscal year.
- Fund the implementation of a universal, affordable, quality child care plan.
- Introduce a comprehensive poverty reduction plan.

- Strengthen public education and health care.
- Make major investments in housing affordability.
- Expand climate action initiatives beyond the carbon tax.
- Provide stable, long-term funding for public transit.
- Improve the fairness of the provincial tax system.

These action items represent a detailed and eminently affordable plan for how the BC government can deliver on its promises to make life more affordable, provide the services that people need and build a strong, sustainable and innovative economy that works for all British Columbians.

DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET (CANADA)

G. Bernier, « [Estimation des coûts du projet de loi C 323 : loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu \(réhabilitation de propriétés historiques\)](#) », 19 octobre 2017, 27 p.

Le nombre de désignation de propriétés historiques pourrait augmenter de 5 % par année grâce à l'établissement d'un crédit d'impôt pour réhabilitation.

Le 1er décembre 2016, Peter Van Loan, député, a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-323, qui modifierait la Loi

de l'impôt sur le revenu pour créer un crédit d'impôt correspondant à 20 % des dépenses engagées pour la réhabilitation d'une propriété historique et pour créer une déduction pour amortissement relative au coût en capital des biens utilisés aux fins de la réhabilitation de la propriété.

Le bureau du directeur parlementaire du budget (DPB) a fondé son analyse sur des données provenant du Répertoire canadien des lieux patrimoniaux et concernant le nombre de propriétés historiques admissibles, ainsi que sur des données de Statistique Canada au sujet du coût moyen des réparations et rénovations domiciliaires.

Selon les estimations du DPB, le coût annuel du crédit varierait de 55 à 67 millions de dollars pour les cinq premières années si le coût moyen des travaux de réhabilitation et le taux moyen d'utilisation du crédit s'apparentent à ceux qui se rattachent à des projets réalisés aux États-Unis pour lesquels un crédit semblable est offert.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

D. Pinto, « [Options to Address the Direct Tax Challenges Raised by the Digital Economy—A Critical Analysis](#) », *Revue fiscale Canadienne*, 2017, Volume 65, n°2, pp. 291-331, 42 p.

L'OCDE propose des mesures d'imposition directe liée à l'économie numérique pour contrer le BEPS.

Cet article examine de récentes initiatives concernant les mesures que pourraient adopter les gouvernements pour faire face aux défis liés à l'imposition directe soulevés par l'économie numérique. L'expansion et l'interconnexion croissante des technologies visant à faciliter le commerce mondial ont créé des failles dans le système d'imposition. Ces failles sont exploitées par les sociétés multinationales afin de réduire ou d'éviter l'imposition dans leurs pays d'origine. Une stratégie en particulier — la relocalisation des activités et des bénéficiaires dans des juridictions à fiscalité faible ou nulle — fait craindre aux gouvernements de nombreux pays de perdre des revenus fiscaux importants. En conséquence, à la demande des pays du Groupe des 20 (G20), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a entre-

pris une étude exhaustive du problème de l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéfices (BEPS) en vue de développer des recommandations que pourraient mettre en œuvre les gouvernements pour protéger leurs assiettes fiscales. L'OCDE a publié des rapports provisoires sur ces actions en 2014 et des recommandations finales en 2015. Celles-ci comprennent des mesures qui s'attaquent directement aux questions d'imposition directe liées à l'économie numérique. Cet article présente une analyse critique des options énoncées par l'OCDE, dans l'espoir d'aider les gouvernements à décider des mesures qui permettront le mieux de contrer l'incidence du problème de BEPS sur l'équité et l'intégrité de leurs régimes fiscaux.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

A. Parachin, « [Policy Forum: How and Why To Legislate the Charity-Politics Distinction Under the Income Tax Act](#) », *Revue fiscale Canadienne*, 2017, Volume 65, n°2, pp. 391-418, 28 p.

Les paragraphes 149.1(6.1) et (6.2) devraient être remplacés par de nouvelles mesures législatives encadrant mieux les activités politiques des œuvres de bienfaisance.

La common law régit directement les fins mais non les activités des organismes de bienfaisance. Tout compte fait, la méthode « axée sur la fin » d'un organisme de bienfaisance privilégiée par la common law donne étonnamment de bons résultats. Sa force, c'est-à-dire sa flexibilité, peut toutefois représenter un handicap dans les contextes où des normes plus astreignantes sont souhaitables. Les activités politiques des organismes de bienfaisance représentent l'un de ces contextes. Dans cet article, il est expliqué 1) pourquoi les activités politiques des organismes de bienfaisance devraient être régies directement; 2) pourquoi la common law est encore mal adaptée à cette tâche; 3) comment les dispositions actuelles de la Loi de l'impôt sur le revenu — les paragraphes 149.1(6.1) et (6.2) — n'y parviennent pas; et 4) comment mieux régir par la voie législative les activités politiques des organismes de bienfaisance.

INSTITUT C.D. HOWE

D. Gordon et J. Wen, « [A Question of Fairness: Time to Reconsider Income-Averaging Provisions](#) », 12 octobre 2017, 24 p.

Les Canadiens dont le revenu fluctue font face à une « pénalité de fluctuation ».

Thursday, October 12, 2017 – Canadians face an unfair tax penalty on swings in their income from year to year, according to a report released today by the C.D. Howe Institute. In “A Question of Fairness: Time to Reconsider Income-Averaging Provisions,” authors Daniel V. Gordon and Jean-François Wen find the tax bite is worst for lower-income Canadians and small business owners. “Individuals whose incomes are irregular or fluctuate year-by-year face a greater tax burden than people with steady incomes,” says Professor Wen. “I call it the ‘fluctuation penalty.’ Reintroducing income-averaging provisions in the tax code would make the tax system fairer and encourage entrepreneurship.”

INSTITUT DU QUÉBEC

J.-G. Côté, D. Fields et al., « [Réalité des finances publiques du Québec et du Canada](#) », Octobre 2017, 40 p.

Toutes proportions gardées, le contribuable québécois demeure le plus taxé du Canada. La marge de manœuvre fiscale au Québec est donc la plus mince de l'ensemble des provinces.

Le choc démographique a commencé à se faire sentir au Québec. Le potentiel de croissance économique s'en trouve affecté. Paradoxalement, l'économie du Québec est sur une lancée : croissance économique plus forte et taux de chômage assez faible. Les revenus de l'État québécois sont au rendez-vous. Avec un contrôle rigoureux des dépenses, le Québec est en situation de surplus ou d'équilibre depuis trois ans. Selon les estimations du Conference Board du Canada et de l'Institut du Québec (IdQ), cette situation va encore perdurer au moins quelques années.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IÉDM)

G. Belzile, « [Le secteur pétrolier et gazier canadien en péril? Comment les taxes et la réglementation excessives menacent notre compétitivité](#) », 19 octobre 2017, 68 p.

Les investisseurs du secteur du pétrole et du gaz naturel préfèrent déjà les États-Unis au Canada en raison de son environnement fiscal et réglementaire plus accueillant et cet écart risque de se marquer davantage sous l'administration Trump qui planifie des baisses d'impôt et la réduction de la réglementation américaine.

Le secteur pétrolier et gazier canadien éprouve en ce moment des difficultés. En même temps, Donald Trump a promis à maintes reprises d'améliorer l'environnement d'affaires en réduisant le fardeau fiscal et réglementaire, notamment celui touchant ce secteur. Comme la compétitivité du Canada sur le plan de l'exploitation du pétrole et du gaz dépend presque totalement de sa position relative par rapport à son puissant voisin, il importe de comprendre ce qui se passe en ce moment aux États-Unis et les effets de la politique américaine sur notre économie.



ÉTATS-UNIS BROOKING INSTITUTION

G. Whitehurst, « [Will Tax Reform Provide More Support for Children and their Families? Follow the Money](#) », Evidence Speaks Reports, Vol. 2, #27, 19 octobre 2017, 12 p.

Afin de maximiser la réforme fiscale, le gouvernement doit davantage redonner aux familles ayant des enfants et dont les revenus sont les plus faibles.

Congressional leadership and the Trump administration have put forward a plan (Framework) to “significantly” increase the amount of the Child

Tax Credit, which is currently worth up to \$1,000 per child to qualifying families. The credit presently phases out for higher income families and is partially refundable for some low-income families. Leaving aside health care as well as public and post-secondary education, the federal government spends approximately \$217 billion annually through tax expenditures that are conditional on children and on social programs intended to support children. Of this total, roughly \$73 billion goes to children under five.

With the exception of the Earned Income Tax Credit, present tax expenditures provide minuscule benefits to the poorest families. Benefits are concentrated in the middle to high ends of the income distribution. The Framework has the greatest potential to increase benefits for children and their families through changes in the Child Tax Credit, but the plan is vague on critical details. Raising the dollar value of the Child Tax Credit is important, as is promised in the Framework, but so is extending its benefits fully to low-income families.

I make four recommendations for legislative actions that would improve prospects for families with young children: 1) Spend more on families with children, particularly young children. 2) Make such expenditures more progressive so that families with the greatest needs receive more assistance. 3) Simplify what is now an incoherent and confusing patchwork of social programs and tax expenditures. 4) Transform spending on social programs for children from lower-income families so that more money goes directly to individuals and less to social service agencies.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE (CBO)

D. Pelech et L. Nelson et al., « [A Premium Support System for Medicare: Updated Analysis of Illustrative Options](#) », 5 octobre 2017, 21 p.

Une réforme de l'assurance maladie américaine qui viserait le partage des coûts des primes avec le gouvernement et l'augmentation de la concurrence entre les régimes d'assurance privés pourrait réduire les dépenses fédérales

de 21 à 419 milliards de dollars sur une période de quatre ans à compter de 2022

Over the past two decades, policymakers and analysts have advanced a variety of proposals for converting Medicare to a premium support system as a way to reduce federal spending. Under such a system, beneficiaries would choose health insurance from a list of competing plans, and the federal government would share the cost of their premiums. The proposals have differed in many respects, notably in the way that the federal contribution would be set and how that contribution might change over time.

The Congressional Budget Office has in the past analyzed the budgetary effects of some illustrative options for a premium support system. This report updates the agency's work on the topic, presents new estimates of the budgetary effects of those options, and examines the reasons for the changes in the estimates, including changes in law that have affected the Medicare program. CBO constructed its estimates for this report under the assumption that the system would be implemented in 2022. Depending on their details, future cost estimates for legislative proposals that resemble the options analyzed in this report could differ substantially from the estimates presented here.

In the options CBO analyzed, the federal government's contribution would be determined from insurers' bids, and Medicare's traditional fee-for-service (FFS) program would be included as a competing plan. CBO examined two approaches for determining the federal contribution: One would set the contribution on the basis of the second-lowest bid in each region; the other would use the region's average bid. CBO also examined the effects of grandfathering, which would keep beneficiaries in the current Medicare program if they were eligible for Medicare before the premium support system took effect instead of requiring all beneficiaries to enter the premium support system once it began.

HERITAGE FOUNDATION

R. Greszler, K. Dayaralna et M.Sargent, « [Why Tax Reform Should Eliminate State and Local Tax Deductions](#) », 16 octobre 2017, 20 p.

La déduction pour taxes locales et d'état force le fédéral à adopter un taux d'imposition plus élevé et crée une disparité dans les services reçus pour le montant d'impôt payé entre les résidents de différents États.

The state and local tax and municipal bond interest deductions encourage higher taxes and debt by state and local governments. By requiring higher federal marginal tax rates to replace lost revenue, the state and local tax deduction further severs the link between taxes paid and services received, forcing all federal taxpayers to pay, in part, for services provided to residents of other states. Moreover, the deduction on interest from state and local bonds distorts infrastructure spending decisions and makes it easier for states to accumulate debt, which could harm state economies and result in requests for federal bailouts. Both Republicans in Congress and President Trump have released frameworks for pro-growth tax reform that would significantly reduce marginal tax rates and get rid of many existing deductions and loopholes in the current system. We estimate that by replacing the state and local tax and bond interest deductions with a revenue-neutral and distribution-neutral reduction in marginal tax rates, policymakers could reduce federal tax rates by as much as 16.4 percent and an average of 7.3 percent. Alternatively, without maintaining distributional neutrality and instead focusing on middle-class tax cuts only, marginal income tax rates for the three middle-income brackets could decline by an average of 13.3 percent.

INSTITUTION ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

R. Phillips, M. Gardner et al., « [Offshore Shell Games 2017: The Use of Offshore Tax Havens by Fortune 500 Companies](#) », 17 octobre 2017, 60 p.

La multinationale Apple a évité de payer 76,7 milliards de dollars d'impôts américains sur ses revenus en transférant 246 milliards de dollars dans des paradis fiscaux.

U.S.-based multinational corporations are allowed to play by a different set of rules than small

and domestic businesses or individuals when it comes to paying taxes. Corporate lobbyists and their congressional allies have riddled the U.S. tax code with loopholes and exceptions that enable tax attorneys and corporate accountants to book U.S.-earned profits in subsidiaries located in offshore tax haven countries with minimal or no taxes. Often a company's operational presence in a tax haven may be nothing more than a mailbox.

Overall, multinational corporations use tax havens to avoid an estimated \$100 billion in federal income taxes each year. Every dollar in taxes that corporations avoid must be balanced by higher taxes on individuals, less public investments and services and more federal debt.

But corporate tax avoidance is not inevitable. Congress could act tomorrow to shut down tax haven abuse by revoking laws that enable and encourage the practice of shifting money into offshore tax havens. This should be the cornerstone of any congressional tax reform effort. Instead, many in Congress are considering proposals that would make offshore tax avoidance worse. By failing to act, our elected officials are tacitly approving a status quo in which corporations don't pay what they owe and ordinary Americans inevitably must make up the difference.

This study explores how in 2016 Fortune 500 companies used tax haven subsidiaries to avoid paying taxes on much of their income. It reveals that tax haven use is now standard practice among the Fortune 500 and that a handful of the country's biggest corporations benefit the most from offshore tax avoidance schemes.

LEGISLATIVE ANALYST OFFICE (LAO)

Legislative Analyst Office (LAO), « [The Property Tax Inheritance Exclusion](#) », 9 octobre 2017, 12 p.

Le régime d'exemption de taxes dont bénéficient les propriétaires d'une résidence reçue en héritage diminue de 1,5 milliard de dollars les revenus d'impôt foncier de la Californie.

Ownership Changes Trigger Higher Tax Bills. Under California's property tax system, the change in ownership of a property is an important event.

When a property changes hands the taxes paid for the property typically increase—often substantially. Local government revenues increase in turn.

Special Rules for Inherited Properties. While most properties' tax bills go up at the time of transfer, three decades ago the Legislature and voters created special rules for inherited properties. These rules essentially allow children (or grandchildren) to inherit their parent's (or grandparent's) lower property tax bill.

Inheritance Exclusion Benefits Many but Has Drawbacks. The decision to create an inherited property exclusion has been consequential. Hundreds of thousands of families have received tax relief under these rules. As a result, local government property tax collections have been reduced by a few billion dollars per year. Moreover, allowing children to inherit their parents' lower property tax bill has exacerbated inequities among owners of similar properties. It also appears to have encouraged the conversion of some homes from owner-occupied primary residences to rentals and other uses.

Revisiting the Inheritance Exclusion. In light of these consequences, the Legislature may want to revisit the inheritance exclusion. We suggest the Legislature consider what goal it wishes to achieve with this policy. If the goal is to prevent property taxes from making it prohibitively expensive for a family to continue to own or occupy a property, the existing policy is crafted too broadly and there are options available to better target the benefits. Ultimately, however, any changes to the inheritance exclusion will have to be placed before voters.

LEGISLATIVE ANALYST OFFICE (LAO)

Legislative Analyst Office (LAO), « [The 2017-18 Budget: California Spending Plan](#) », 18 octobre 2017, 80 p.

Les travailleurs autonomes pourront être admissibles au EITC, soit un crédit d'impôt sur le revenu des particuliers qui vise à diminuer la pauvreté chez les familles à faible revenu.

Each year, our office publishes the California Spending Plan to summarize the annual state budget. This publication discusses the 2017-18 Budget Act and other major budget actions approved in 2017. In general, it reflects budgetary actions that the Legislature has taken through September 2017. In some cases, as noted, we discuss budget actions approved by the Legislature after June 15, 2017. In late July, for example, the Legislature passed and the Governor approved, an extension of authority for the Air Resources Board to implement the state's cap-and-trade program from 2020 to 2030.

PUBLIC POLICY INITIATIVE (UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA)

A. Rees-Jones, « [Addressing Personal-Income-Tax Manipulation with Tools from Psychology](#) », Penn Wharton Public Policy Initiative, vol. 5, numéro 9, 5 octobre 2017, 6 p.

L'aversion aux pertes : un outil qui pourrait permettre aux autorités fiscales d'enrayer les activités d'évasion fiscale des contribuables et rendre les incitations fiscales actuelles plus efficaces.

In order to better understand the tax manipulation decision-making process – both legal uses of tax deductions and illegal tax evasion – this brief looks at the impact of gain/loss framing. Analysis of tax data confirms that tax decisions are influenced by "loss aversion". For instance, taxpayers are more likely to pursue tax reduction activities when they make a loss smaller, as compared to when they make a gain larger. The brief looks at tools that policymakers have at their disposal for both deterring tax evasion and making exiting tax incentives maximally effective. The brief discusses instances when such gain/loss framing interventions might be deployed, and provides estimates around the size of the revenue responses they may generate. The author estimates that if tax filers who face losses experienced the lower motivation to manipulate shown by those facing gains, annual tax revenue would increase by \$1.4 billion. Even attempts at marginal interventions, though smaller in predicted effects, might be financially worthwhile.

ROCKERFELLER INSTITUTE OF GOVERNMENT

Donald J. Boyd et Lucy Dadayan, « [Who Subsidizes Whom? The State and Local Tax Deduction Compared with State Balances of Payments](#) », Octobre 2017, 5 p.

La "SALT Deduction" est une réforme fiscale contreversée.

The Republican "Unified Framework" tax reform would eliminate the federal income tax deduction for state and local taxes (SALT), available to itemizers. What is the SALT deduction? Simply put, it allows taxpayers to avoid being taxed by the federal government on income used to pay taxes to the states and localities. Among other things, proponents of the reform argue that the deduction is an incentive for state and local governments to raise taxes, and that it subsidizes high-tax states to the detriment of low-tax states. Opponents argue, however, that the deduction encourages spending on public goods that benefit society and prevents double taxation. Clearly, there are important arguments on both sides of the issue.

TAX FOUNDATION

J. Walczak, S. Drenkard et J. Bishop Henchman, « [2018 State Business Tax Climate Index](#) », 17 octobre 2017, 82 p.

Évaluation des structures d'imposition des 50 états américains.

The Tax Foundation's State Business Tax Climate Index enables business leaders, government policymakers, and taxpayers to gauge how their states' tax systems compare. While there are many ways to show how much is collected in taxes by state governments, the Index is designed to show how well states structure their tax systems, and provides a roadmap for improvement.

URBAN INSTITUTE

J. Iselin et R. McClelland, « [Do Alcohol Excise Taxes Reduce Motor Vehicle Fatalities? Evidence from Two Illinois Tax Increases](#) », 5 octobre 2017, 44 p.

Le taux d'accidents mortels reliés à l'alcool diminue temporairement avec l'augmentation de la taxe sur l'alcool à l'intérieur de l'État.

This study examines the effect of alcohol excise taxes on alcohol-related fatal traffic crashes. In 2015, 29.3 percent of the 35,092 traffic fatalities in the United States involved someone driving under the influence of alcohol. Raising federal or state excise taxes on alcoholic beverages could reduce demand for alcohol and alcohol-related traffic fatalities, but within the large literature on the behavioral effects of alcohol prices and excise taxes there is no clear answer on the effect of tax increases on drunk driving deaths. We examine two large increases in excise taxes in Illinois that occurred in 1999 and in 2009. Using the synthetic control method, we do not find evidence that the tax increases led to a long-term reduction in alcohol-related traffic fatalities. Our results are robust across several specifications, although we do find evidence that, following the 2009 increase, Illinois counties that do not share a border with another state experienced a temporary drop in alcohol-related traffic fatalities.



INTERNATIONAL

COMMISSION EUROPÉENNE

S. Deroose, C. Martínez Mongay et al., « [Post-Programme Surveillance Report, Portugal, Summer 2017](#) », 6 octobre 2017, 48 p.

Les autorités fiscales envisagent de réduire le taux d'imposition pour les particuliers ayant un faible revenu en allouant 200 millions d'euros dans le budget de 2018.

This report presents the findings of the sixth post-programme surveillance (PPS) mission of Commission staff, in liaison with ECB staff, which took place in Lisbon between 26 June and 4 July 2017. Since the conclusion of the fifth post-programme surveillance mission in December 2016, growth has further accelerated. The short-term economic and financial situation of Portugal has improved

and important progress has been made in addressing near-term risks. Overall, Portugal's economic adjustment building on the basis of the macroeconomic adjustment programme has been commendable. Going forward, the challenge is to maintain the momentum. In this regard, further ambitious growth-enhancing reforms and sustained fiscal consolidation are essential to improve the economy's resilience to shocks and the medium-term growth prospects.

Fiscal-structural reforms are proceeding albeit slowly. While expenditure is now subject to more controls, the implementation of the new Budget Framework Law, due to be completed by 2018, is delayed. The current spending review would benefit from a further broadening of its scope and the definition of savings targets. Insufficient enforcement of the civil servant replacement rule and delays in other efficiency-enhancing reforms of public administration weigh on the budget. The sustainability of the pension system in the short to medium term risks deteriorating if the budgetary impact of the new early retirement rules is not fully compensated. The stock of arrears in hospitals continues to increase. The financial viability of State Owned Enterprises remains fragile due to a high debt burden but the Government is putting forward measures to improve their sustainability.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, ATAF et CUA « [Revenue Statistics in Africa 2017](#) », 12 octobre 2017, 288 p.

La provenance des recettes fiscales en Afrique est très différente d'un pays à l'autre.

Les Statistiques des recettes publiques en Afrique est une publication produite conjointement par le Centre de politique et d'administration fiscales et le Centre de développement de l'OCDE, la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), avec le soutien financier de l'Union européenne. Elle comprend des statistiques comparables des recettes fiscales et non fiscales pour 16 pays africains : l'Afrique du Sud, le Cabo Verde, le Cameroun, la République démocratique du Congo, la

Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Maroc, Maurice, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, le Swaziland, le Togo et la Tunisie. Le modèle est la base de données des Statistiques des recettes publiques de l'OCDE : c'est pour les pays membres de l'OCDE une référence fondamentale, qui s'appuie sur une méthodologie bien établie. L'extension de la méthodologie de l'OCDE aux pays africains permet de comparer les ratios impôts-PIB et les structures fiscales sur une base cohérente, à la fois entre les pays africains et avec les économies de l'OCDE, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Pratiques fiscales dommageables - Rapport d'étape de 2017 sur les régimes préférentiels](#) », 16 octobre 2017, 50 p.

Il faut s'assurer que les États membres prennent des actions pour évacuer les pratiques fiscales dommageables, notamment relativement au manque de transparence et à l'octroi d'avantages sans qu'il n'y ait d'activité substantielle.

Le cadre inclusif sur le BEPS a contribué à modifier rapidement les règles fiscales internationales. Ce rapport dresse l'état des lieux de la mise en œuvre, par les pays du monde entier, de l'un des quatre standards minimums prévus par le Projet BEPS, à savoir celui établi par l'Action 5: « Lutter plus efficacement contre les pratiques fiscales dommageables, en prenant en compte la transparence et la substance ».

L'instauration de règles du jeu équitables est au cœur même de ce standard. Étant donné le nombre élevé de pays membres du cadre inclusif et la possibilité d'examiner tous les pays non membres identifiés comme des « juridictions pertinentes », ce standard sur les pratiques fiscales dommageables a acquis une dimension réellement mondiale.

En outre, l'examen des régimes préférentiels dans le cadre des travaux réalisés au titre de l'Action 5 a permis d'identifier un certain nombre de caractéristiques susceptibles de faire peser un risque

indu sur la base d'imposition d'autres juridictions, comme le cantonnement, un manque de transparence ou l'octroi d'avantages fiscaux indépendamment de tout critère d'activité substantielle. Ces caractéristiques sont en cours de modification ou de suppression, ce qui non seulement permettra d'établir des règles du jeu équitables, mais devrait également avoir une incidence positive dans les pays d'accueil, lorsque le régime impose par exemple aux contribuables d'exercer dans ces juridictions des activités substantielles plutôt que des activités à motivation exclusivement fiscale.

La finalité de ce rapport d'étape est d'informer le public des rapides avancées réalisées, de confirmer les actions menées par les membres du cadre inclusif qui se sont fermement engagés à modifier leur réglementation fiscale, et de maintenir l'élan qui a abouti à la création du cadre inclusif

PARLIAMENTARY BUDGET OFFICE (AUSTRALIE)

Parliamentary Budget Office, « [Changes in Average Personal Income Tax Rates: Distributional Impacts](#) », 11 octobre 2017, 22 p.

Les facteurs démographiques comme la migration et le vieillissement de la population causent une faible diminution du taux d'imposition net moyen entre 2017-2018 et 2021-2022.

In the 2017–18 Budget, the projected return to surplus in 2020–21 is predominantly due to a projected increase in personal income tax revenue. This report analyses the expected increase in average tax rates for individuals in different parts of the taxable income distribution and examines the factors that are driving these outcomes. The paper also examines trends in average tax rates over a longer time period, using historical data from 2000–01 and projections up to 2021–22.

PARLIAMENTARY BUDGET OFFICE (AUSTRALIE)

Parliamentary Budget Office, « [National Fiscal Outlook: As at 2017–18 Budgets](#) », 19 octobre 2017, 36 p.

Pour la période de 2016-2017 à 2019-2020, le revenu tiré de la taxe sur la valeur ajoutée a été réévalué à la baisse de 7,0 milliards de dollars en raison de la diminution de la consommation des ménages et de l'investissement dans les logements privés.

To assess Australia's fiscal sustainability and budget challenges it is important to look at the budget position of not only the Commonwealth but also states and territories. These reports examine the revenue, expenditure, net capital investment and the net debt position across all levels of Australian government over the forward estimates period. They provide an update to the national fiscal outlook based on Commonwealth and state government budget updates.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Marcelle Allen-Lefebvre, Jessica Beauchemin, Irina Croitoriu, Geneviève-Jade Hick et Félix St-Vincent Gagné.

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

Pour vous abonner gratuitement au Bulletin de veille et aux publications de la Chaire :
cftp.eg@USherbrooke.ca